NATIONS UNIES

CONSEIL DE TUTELLE

Distr.
GENERALE

T/PET.5/570/Add.1
11 mai 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITION DU PRESIDENT DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 85 et à l'article complémentaire F du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

COPIE

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
Section Camerounaise du Rassemblement Démocratique Africain
Bureau du Comité Directeur
Boite Postale No. 435
DOUALA

No. 0332/UPC/BCD/QD
E.O./YEB.JB.

DOUALA, le 12 Avril 1955

Monsieur le Secrétaire Général de
l'Organisation des Nations Unies
NEW-YORK

OBJET:
P.J. 2.

Monsieur le Secrétaire Général,

C'est à la suite de la répression violente qui s'abat sur le peuple patriote camerounais en lutte pour l'Unification et l'Indépendance du Cameroun que nous vous adressons cette pétition en espérant que vous l'examinerez avec toute l'attention qu'elle mérite.

Le Camerōun a toujours connu la répression depuis qu'il s'est dressé de tout son poids pour son Unité et sa Libération du joug colonial; mais cette répression a atteint son paroxysme depuis la nomination à la tête du Pays du Haut-Commissaire Roland PRE qui est venu avec un programme défini: décapiter le Mouvement National.

Mais dans cette pétition nous nous bornerons à vous entretenir de deux aspects particuliers de la répression patronnée par le Haut-Commissaire Roland PRE, répression qui vise nettement à saboter la prochaine Mission de Visite des Nations Unies et à éluder le débat autour du problème de l'Unification et de l'Indépendance de notre Pays.

Dans la nuit du 7 au 8 avril 1955, des mercenaires à la solde des colonialistes ont détérioré le drapeau des Nations Unies dont ils ont emporté la hampe. Lorsque notre Camarade de la localité est allé se plaindre auprès d'un fonctionnaire français, il lui a été reproché le fait qu'il ait hissé le drapeau des Nations Unies au-dessus du drapeau français. Il convient de souligner que les mercenaires qui ont opéré ces jours-ci sont ceux-là mêmes qui, appuyés par les mêmes milieux, orchestrèrent la provocation en 1954, lorsque le Comité Central de l'UPC de BAFOUSSAM avait convoqué la masse pour hisser le drapeau des Nations Unies, conformément à la recommandation de l'Assemblée Générale des Nations Unies au cours de la 4ème Session tenue en 1949. Au Nord-Cameroun, une grande frousse s'est emparée des milieux colonialistes lorsque la Section locale a décidé de consacrer la commémoration du 7ème anniversaire de la naissance de l'UPC... en hissant le drapeau des Nations Unies à GAROUA pour prouver combien le peuple camerounais est conscient du régime international de tutelle sous lequel il est placé. Des télégrammes continuent à affluer du Nord-Cameroun où les colonialistes manifestent ouvertement leur haine du drapeau des Nations Unies et partant le mépris où la légèreté avec laquelle ils conçoivent l'application des décisions de l'O.N.U., malgré les déclarations démagogiques des représentants du Gouvernement français. Et ici, nous nous demandons si le Conseil de Tutelle continuera à prodiguer ses félicitations à ceux qui n'accordent aucune importance à ses recommandations. Le peuple camerounais se dit que ce sont peut-être ces félicitations qui servent de stimulant aux colonialistes qui continuent à pratiquer au Cameroun une politique de répression sauvage, une politique anti-démocratique. Nous reviendrons ultérieurement sur cette question de félicitations adressées à des hommes qui sont nettement dressés contre nos revendications nationales et par conséquent contre les principes des Nations Unies, sans toutefois l'avouer publiquement.

Sur le plan de la répression, il serait question dans les couloirs du Ministère de la France d'Outre-Mer à Paris, d'une démarche effectuée par les autorités françaises du Cameroun en vue d'obtenir l'incarcération du Secrétaire Général de l'Union des Populations du Cameroun, Ruben UM NYOBE, avant la fin du mois d'Avril 1955. Mais dans le cas du drapeau des Nations Unies comme dans le cas de la répression qui vise à décapiter le Mouvement National un fait reste à retenir: toute cette mise en scène a pour but de miner le prestige de l'O.N.U. dont la Mission de Visite doit incessamment passer au Cameroun.

Nous abordons le second aspect du problème: le problème de l'Unification et de l'Indépendance du Cameroun et nous donnons la parole aux prêtes catholiques; ceux-ci ont toujours été aux côtés de l'administration pour combattre les intérêts du peuple camerounais et nous avons toujours protesté. Aujourd'hui l'entrée du Clergé catholique dans l'arène politique est officielle. Dans leur "Lettre Commune" publiée par les Evêques du Cameroun à l'issue d'une conférence qui réunissait à NKONG-SAMBA tous les Vicaires Apostoliques de notre Pays- peu après une conférence des administrateurs tenue en Région Bamiléké ayant un but analogue - les Missionnaires qui prétendent avoir la confiance de 700.000 fidèles, reconnaissent sans biais que le problème de l'Indépendance se pose de façon précise et dans les milieux les plus divers. Dès lors, que reste-t-il pour consacrer l'Unification et l'Indépendance du Cameroun; puisque celles-ci sont reconnues par nos adversaires, et nos adversaires des plus chevronnés ?
Il convient toutefois de noter la collusion entre les autorités administratives et le Clergé catholique dans la lutte contre les revendications nationales.

Convaincu que cette pétition retiendra la haute attention des honorables membres des Nations Unies qui interviendront auprès de l'autorité chargée de l'administration pour que celle-ci mette fin à une politique de violence qui tend à étouffer l'expression libre des populations et à violer ainsi les dernières recommandations de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la participation des populations autochtones aux travaux du Conseil de Tutelle.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de notre haute considération.

POUR LE BUREAU DU COMITE DIRECTEUR
DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN.

LE PRESIDENT,
(s.)
Félix-Roland MOUMIE

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
Section Camerounaise du Rassemblement Démocratique Africain
Bureau du Comité Directeur
Boîte Postale No. 435, DOUALA

No. 0328 UPC/BCD/QD DOUALA, le 12 AVRIL 1955

Monsieur le HAUT COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE AU CAMEROUN
YACUNDE

OBJET: Information

Monsieur le Haut-Commissaire,

Nous vous écrivons à la suite des nouvelles qui nous parviennent de PARIS et revêtent un caractère d'extrême gravité. En effet, Monsieur BOUM Pierre, chef administratif résidant au quartier KOUMASSI à Douala, a adressé à Mr. le Révérend Pasteur C. CHAZEAUD, Directeur du Centre missionnaire d'orientation, 156, Rue de LONGCHAMP, Paris 16ème, une lettre dans laquelle il lui demande de bien vouloir organiser des prières en faveur du Cameroun pour 2 principales raisons

1) "Le communisme sévit au SUD-CAMEROUN"

2) "Deux communistes ont débarqué à Douala le 5 Mars 1955".

M. BOUM Pierre s'empresse de préciser que des Administrateurs lui ont affirmé que si le courant communiste se continue, "cela se soldera par des coups de feu".

Il s'agit là, Mr. le Haut-Commissaire, des déclarations particulièrement graves que vient confirmer votre politique constante de combat contre l'UPC, depuis que vous avez pris les fonctions à la tête du Territoire.

Nous sommes d'autant plus inquiets que le 5 Mars ce n'est pas un communiste qui a débarqué à Douala, mais bien le Secrétaire Général de l'UPC, Ruben UM NYOBE, Délégué Populaire, retour des Nations Unies où il a honnêtement et courageusement défendu les légitimes révendications nationales camerounaises, à savoir la réunification et l'Indépendance de notre Pays (ce qui lui valut d'être accueilli à l'aéroport par un mandat de comparution !). Comme par hasard vous vous trouviez à Douala le 5 Mars et votre attitude, comme celle de vos collaborateurs, laissait entrevoir des mesures pouvant conduire à des situations regrettables.

La présence, sur tout le trajet de l'aéroport à la ville, des troupes cantonnées surtout aux coins vient confirmer l'idée qu'exprime si cyniquement M. BOUM Pierre; et puis il semble que vous personnellement, vous patronniez le service d'ordre cantonné lui, à hauteur de l'Ecole Principale de BONAPRISO. Heureusement pour nous, le peuple camerounais obéissant aux instructions de la Direction de l'UPC a déjoué les provocations et tous les guet-apens, parce qu'il veut son Unité et son Indépendance, et rien que cela, en ayant la conviction que la violence ne résoud aucun problème. Et puis après tout, de quels "coups de fusil" voudrait-on nous parler, quand les canons et les bombes sont allés s'anéantir à BIEN BIEN PHU parce que le peuple Viet-Namien, nullement "rebelle" entendait obtenir l'Indépendance. Seulement si dans l'imagination naïve du gouvernement français, on prétend importer au Cameroun "les coups de fusil" d'Indochine, on doit bien vite se rendre à l'évidence et dire qu'on le veuille ou non, le Cameroun obtiendra son Unification et son Indépendance sans une goutte de sang.

En tout cas, M. le Haut-Commissaire, nous tenons au nom du peuple patriote camerounais, décliner nos responsabilités dans tout ce qui pourrait découler des déclarations graves faites par M. BOUM, Chef de quartier par surcroit, entretenant des relations profondes avec les fonctionnaires français dont on n'ignore pas l'hostilité notoire à l'égard du Mouvement National Camerounais. Nous sommes fondés à établir un parallélisme entre ses propos et la violente politique de répression qui frappe les patriotes camerounais à travers le Pays, surtout depuis votre nomination comme représentant du Gouvernement français ici. L'astuce n'est pas nature à égarer l'opinion publique. Car, personne de vos milieux ne dit pas ouvertement combattre l'UPC, mais le communisme, et, de votre déclaration à Radio Presse, à la conférence des Evèques à Nkongsamba, l'hystérie anticommuniste a couvert plus d'une chose. Le peuple Camerounais, nous le répétons à dessein, ne s'y trompe pas ... L'interdiction des réunions de l'UPC à NGACUNDERE, la détérioration du drapeau des Nations Unies à BAFOUSSAM et à GAROUA, l'entretien des mercenaires, des repris de justice pour la plupart - en région BAMILEKE, tout cela a pour but de provoquer les patriotes et de donner des "coups de fusil" comme l'ont dit les administrateurs dont Mr. BOUM est le répétiteur.

Bien plus, il serait question dans les couloirs du Ministère de la France d'Outre-Mer à Paris, d'une démarche effectuée par les autorités françaises du Cameroun en vue d'obtenir l'incarcération du Secrétaire Général de l'UPC Ruben UM NYOBE avant la fin du mois d'avril 1955.

Que conclure ? Cette violente répression vise à décapiter le Mouvement National dont on cherche par tous les moyens avoués ou occultes à arrêter - si on ne le supprime le Secrétaire Général, avant l'arrivée de la prochaine mission de visite des Nations Unies. Car l'actuelle politique que vous patronnez, M. le Haut-Commissaire, et dans laquelle que vous êtes puissamment secondé par l'Eglise catholique ne vise que cela, comme elle tient à frapper d'incapacité politique tous les dirigeants de l'UPC et des organisations progressistes avant les prochaines compétitions électorales (élections municipales, élections législatives). Sur ce dernier point, nous tenons à vous dire que l'UPC n'a rien à attendre d'un mandat électif sous le régime colonial; nous n'avons qu'à faire des élections, surtout quand on sait dans quelles conditions elles se déroulent dans notre pays; nous voulons l'Unification et l'Indépendance du Cameroun, car c'est en ce moment qu'on parlera valablement de l'élection... électif sous le régime colonial; nous n'avons que faire des élections, surtout quand on sait dans quelles conditions elles se déroulent dans notre Pays; nous voulons l'Unification et l'Indépendance du Cameroun, car c'est en ce moment seulement qu'on pourra parler valablement d'élections.

Notre devoir de dirigeants, de porte-parole, nous commande d'alerter l'opinion mondiale sur l'attitude du Gouvernement français à l'égard du Mouvement National Camerounais.

Enfin, nous nous réservons le droit d'engager toute action nécessaire pour provocation au crime et appel à la violence si les apaisements voulus ne nous étaient apportés pour dissiper la gravité des informations livrées à des missionnaires étrangers par le chef administratif BOUM Pierre.

Espérant que vous tiendrez compte de cette lettre et que, pour l'honneur de la France et de son sympathique peuple, vous reviserez votre politique - et vous ne pouvez le faire valablement qu'en cessant le combat contre l'U.P.C., et en examinant efficacement les propositions concrètes - nous vous prions d'agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, l'assurance de notre haute considération.

POUR LE BUREAU POLITIQUE DE
L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN.
LE PRESIDENT,

(pas de signature)

Félix-Roland MOUMIE.